



Edito

LES MILLIARDS SONT LÀ, UN PATRONAT AUX ANGES

Après le Ségur de la santé qui revalorise les salaires des personnels de santé et surtout casse le statut de la fonction publique hospitalière, après l'accord ARME qui doit "garder dans l'emploi" les travailleurs de la métallurgie et surtout casse les conventions collectives, le gouvernement et le patronat, après la mise en place de mesures de soi-disant "accord pour ne pas licencier" et qui ne protège surtout pas des licenciements, déverse cent milliards d'euros pour "sauvegarder et relancer l'économie". Le patronat et les syndicats réformistes applaudissent. Quand l'argent public ruisselle, les premiers de cordée et leurs sherpas se félicitent. D'ailleurs le patronat le dit lui-même : avant on ne pouvait pas avoir quelques millions, maintenant ce sont de milliards qui pleuvent. Sortons les parapluies.

Dans le discours du premier ministre au meeting estival du Medef fin août, il était annoncé une quantité de mesures financières qui permettent une irrigation sans faille d'un certain taux de profit temporairement acceptable pour le capital. En même temps, aucune annonce des sept représentants de l'Etat n'a été en faveur des salariés, des retraités ou de la jeunesse. La jeunesse se voit sacrifiée et leur boulot se voit conditionné aux aides publiques, aux aides octroyées gracieusement par l'Etat. Pas de financement étatique, plus ou pas de travail. De là à leur donner un statut de fonctionnaire, tout comme aux autres

salariés des entreprises qui sont aidées par les finances publiques, il n'y a qu'un pas.

Deux anciens ministres, le commissaire européen chargé des négociations sur le Brexit, un syndicaliste réformiste et un député européen écologiste, des patrons bien évidemment et des représentants de clubs de pensée étaient également présents pour ce moment indispensable pour les capitalistes de tous bords.

Lorsqu'on participe à ce genre de manifestation et qu'on connaît par avance l'aboutissement des discussions et des décisions, quand on sait que la reconversion idéologique n'est absolument pas possible pour eux tant le logiciel de pensée est terriblement rodé, il est difficile d'entendre par la suite que le débat était riche et sincère, que cela a été intéressant et constructif, si ce n'est l'acceptation de la collaboration capital/travail et la casse des droits collectifs.

La politique du "verdissement" (cau -se objectivement noble par principe de pensée et de réalité) devient un thème flamboyant, une vitrine et plus que ça, une doctrine. Mais quelle vitrine et quelle doctrine ? Une échappatoire pour de nouveaux marchés publics et de l'argent public facile pour un coup de peinture couleur pelouse, une façade végétale pour masquer toute la

.../...

Sommaire :

Edito : Les milliards sont là, ...	P. 1 & 2
Article du petit-fils d'A. Croizat	P. 2
Tract UD - 17 Septembre	P. 3 & 4
Ségur, le casse social du siècle	P. 5 & 6
Report Tirage Souscription UD	P. 6
Industrie - La meilleure façon...	P. 7 & 8
Rappel Formation Syndicale UD	P. 8



AGENDA

RASSEMBLEMENTS & MANIFESTATIONS

JEUDI 17 SEPTEMBRE 2020

BOURGES	10 h 00 – Place Séraucourt
VIERZON	10 h 30 – Sous-Préfecture
ST-AMAND	10 h 30 – Place de la République
ST-FLORENT	10 h 30 – Place de la République
LA GUERCHE	10 h 30 – Place du G ^{al} de Gaulle

**TOUS
à la
manif!**

nocivité de l'exploitation capitaliste ou encore une usurpation et un détournement des réels enjeux comme pour la fumeuse appellation "Responsabilité Sociale et Environnementale des Entreprises", qui n'en est rien, bien au contraire.

Le verdissement deviendrait-il une nouvelle règle de vie autoritaire ou encore une religion qui s'imposerait à tous sans discernement, sans contrôle et sans débat ? Dans un état développé comme le nôtre, le débat doit avoir lieu sans a priori et surtout sans la contrainte d'être répertorié comme un anti, dans quelque sens que ce soit.

L'organisation économique capitaliste n'est et ne sera jamais compatible avec la préservation et le respect des espèces, quelles qu'elles soient. Dire l'inverse est une menace pour des millions de personnes et aucun beau discours apaisant des responsables politiques ne pourra être entendu dans ce système.

Un député européen vert vient nous faire les louanges du changement d'attitude du patronat sur l'écologie ... Ok ! Donc la commission européenne est verte, le gouvernement français est vert et le patronat lave plus blanc que blanc, et les abeilles sont contentes.

Le marché économique vert est une formidable source de profit et ce n'est pas pour rien que le gouvernement, nos impôts, met trente milliards d'euros à disposition des grands groupes et des start-up pour nous imposer un autre choix de société. L'écologie est partie intégrante d'un tout que certains refusent de voir et de regarder. Ce tout doit être la propriété de chacun mais surtout de décisions collectives élaborées et débattues.

Quelles productions pour demain, quelle organisation sociale et sociétale, quel modèle économique pour le bien-être de tous. A mon sens, ce sont une partie des bonnes questions à se poser.

"Plus grand est l'obstacle, plus grande est la gloire de le surmonter" (Molière).

Bon courage à vous.

Sébastien Martineau
Secrétaire Général

Article de Pierre Caillaud-Croizat (*petit-fils d'Ambroise CROIZAT*)

Il y a quelque temps, mon ami et camarade Bruno Cassan me contacte pour m'expliquer qu'il a pris connaissance d'un article sur Croizat guère élogieux, en provenance d'un périodique publié par Lutte Ouvrière.

Certains lecteurs de ces lignes seront peut-être surpris par la teneur de cet article, mais pourtant rien de nouveau du côté de cette tendance politique, que ceux qui connaissent un peu la période en question appellent le trotskysme. Leur position est claire. Croizat, qu'ils appellent aussi le grand stalinien, est l'homme de la compromission avec le pouvoir bourgeois. Il est celui qui a négocié le poids des chaînes. A ne pas confondre avec Nicole Notat ou Laurent Berger, entre autres, toute ressemblance avec des personnages existants ou ayant existés étant fortuite, mais un peu dans la même veine quand même.

La manière dont est posé le récit m'est apparue alambiquée. Si je reprends les éléments du texte, les liens qui unissaient Staline et Roosevelt qui œuvraient de concert « dans le cadre de l'accord général passé entre la Russie de Staline et les Etats-Unis de Roosevelt contribuant à rétablir l'ordre capitaliste », étaient le contexte qui régissait la période. Et en France, leur relai est le PCF à qui l'on offre des postes de ministres pour mieux embourgeoiser ses représentants et abuser les masses prolétaires. Un des pires d'entre eux est Ambroise Croizat, c'est du moins pour cette tendance un des meilleurs exemples de cette duplicité.

La preuve, c'est qu'il va demander, lui et ses camarades, à la classe ouvrière de se mobiliser pour reconstruire le pays en lambeaux.

Et tout cela au détriment des populations de l'Union Française (Indochine, Madagascar, Algérie, colonies et protectorats, DOM TOM...), ces populations dont les communistes se soucient comme de Colin Tampon. Bien que Croizat, dans son discours du 8 août 1946 à l'Assemblée Nationale, demandait que la portée des lois sociales qu'il défendait soit étendue à l'ensemble des populations de l'Union Française. D'autres pensent que le pouvoir bourgeois n'a pas pu éviter l'écueil que représentait le parti communiste à cette période, et qu'en raison de sa représentation politique et de la force du mouvement syndical, du rôle qu'il avait tenu dans la Résistance, il n'était pas contournable de lui confier des responsabilités nationales qu'il avait conquises les armes à la main. Ces militants qui se retrouvent à ces postes honoreront du mieux qu'ils pourront leur engagement qui se résume à mettre en application le programme du CNR, «Les Jours Heureux », dont l'objectif est d'apporter de la dignité aux plus fragiles et aux plus nombreux d'entre nous, dans un souci d'égalité d'accès aux droits pour tous.

Le seul mérite que je puisse attribuer à cet article, c'est d'expliquer que la situation était perfectible. Qui n'en conviendrait pas ? Toutefois il soulève quelques interrogations.

Ceux qui présentent la situation sous cet angle, en quoi sont-ils exemplaires ? Ces donneurs de leçons ont la critique facile, mais qu'ont-ils apporté comme contribution au mouvement social ?

Ceux qui à l'époque, sont si prompts à défendre les intérêts des travailleurs et à s'agiter pour faire capoter la mise en place d'un encadrement social de qualité pour le pays à la Libération en essayant de déclencher des grèves, quand les communistes appelaient à gagner la bataille de la production, quel rôle ont-ils tenu quand il s'agissait de s'opposer à l'occupant nazi et à Pétain ?

Quelle est leur implication dans le CNR ? Les réseaux de résistance trotskystes, vous en avez déjà entendu parler ?

Pierre Caillaud-Croizat - 17/04/2020



8 Place Malus
18000 BOURGES
Tél 02 48 21 24 79
cgt.ud.cher@wanadoo.fr

IL N'Y A PAS DE FATALITÉ !!! LE COMBAT CONTINUE

TOUS EN GREVE ET EN MANIFESTATIONS

LE JEUDI 17 SEPTEMBRE 2020

Depuis des semaines, **le gouvernement annonce le déversement de dizaines de milliards d'euros** pour une soi-disant relance de l'économie et le maintien des emplois dans tous les secteurs. **C'est totalement faux !** C'est de l'escroquerie intellectuelle, de la communication, de la manipulation. Certes, **cet argent ira bien dans les poches du patronat ou rassurera les actionnaires mais en aucun cas** il ne sera destiné au maintien des travailleurs au travail.

Pour preuve, les licenciements annoncés ou en cours dans les grands groupes, comme dans les entreprises sous-traitantes, quelle que soit leur taille, sont de plus en plus importants. **L'afflux d'argent public n'empêche pas les licenciements chez Sipem à Vierzon, la fermeture de l'usine Comatelec à St-Florent et de Rosières à Lunery.** Il ne supprime pas le chantage salaire et temps de travail contre maintien dans l'emploi. Il ne supprime pas le chantage et les menaces de licenciements sans causes réelles et sérieuses, ni les ruptures conventionnelles abusives. **L'argent public sert à financer les licenciements et renforcer les trésoreries et les bénéfices.**

Les annonces du premier ministre et de la ministre du travail reprennent mot pour mot les revendications du patronat et **les organisations syndicales réformistes se félicitent de ce plan de relance.** Pour autant, rien n'est fait, rien n'est prévu pour maintenir les droits collectifs et individuels de millions de travailleurs qui sont dans l'incertitude, tant pour leur travail que pour leur salaire.

Les Accords de Performance Collective comme

le dispositif de Chômage Partiel de Longue durée ne protègent absolument pas des licenciements. **Ce ne sont que des mesures pour casser les accords de branches ou d'entreprises. Travailler plus et gagner moins doit être la norme partout, tout le temps.**

Les salariés ne sont pas la variable d'ajustement de la crise économique des capitalistes. Tout est bon pour le patronat pour maintenir et amplifier leurs marges, leurs bénéfices et leurs profits. Nous devons nous mobiliser et nous battre, partout, contre les mauvais coups qu'ils nous portent, pour garder et améliorer l'ensemble de nos droits au travail comme en dehors.

Le patronat, comme on le sait très opportuniste, se sert de la crise sanitaire pour capter un maximum d'argent public et également pour accélérer la casse sociale, les réorganisations et la baisse des salaires. **Nous ne pouvons accepter cette situation. Il n'y a pas de fatalité dans la période, il n'y a que des situations prévues de longue date.**

L'argent qui est distribué devra être remboursé et personne n'en parle. Par qui ? La réponse est dans la question. **L'argent gratuit n'existe pas** dans le système d'exploitation capitaliste, pas plus ici qu'au niveau européen et mondial. Les banques voudront être remboursées rapidement, les dettes vont exploser, les travailleurs et l'ensemble des citoyens devront payer. Ce sera l'occasion pour le gouvernement de faire des coupes sombres dans les services publics et pour le patronat de revendiquer les privatisations de ce qui peut être rentable financièrement.

Pour la CGT, ce modèle de société actuel ne correspond pas à sa conception pour l'émancipation de la population et pour l'intérêt général.

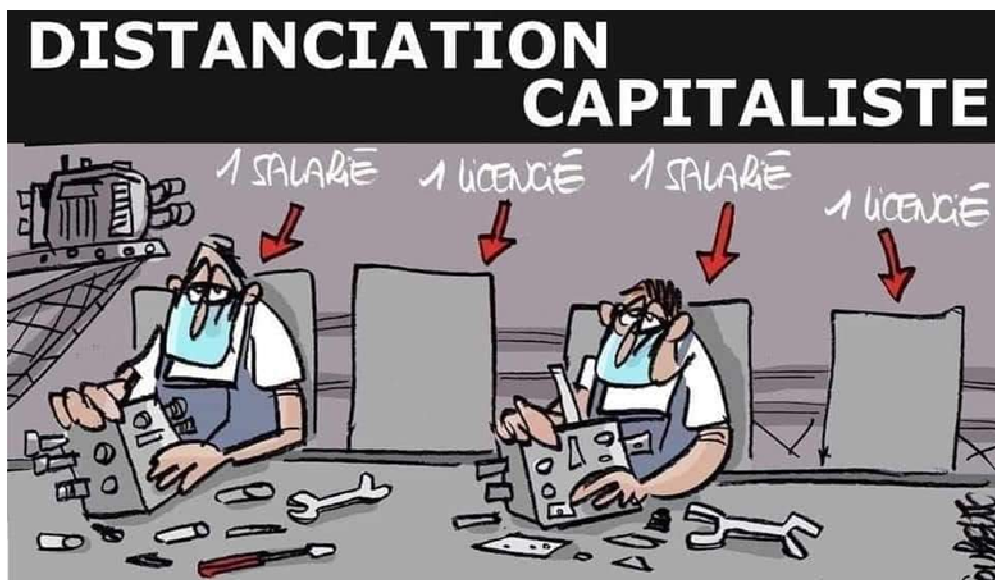
Refusons le chômage, l'augmentation du temps de travail et la baisse des salaires et battons-nous pour du travail pour tous, la baisse du temps de travail à 32h, un départ en retraite à maximum 60 ans et pour l'augmentation massive des salaires.

Battons-nous contre la casse des services publics et de la fonction publique, de l'hôpital et revendiquons des services

publics partout, accessibles à tous et un système de soins publics répondant aux besoins des populations et non aux logiques comptables.

La situation actuelle ne doit pas nous faire tomber dans un fatalisme qui arrangerait le gouvernement et le patronat pour accélérer encore les mesures rétrogrades.

Nous devons prendre conscience que seules la mobilisation et la lutte inverseront le cours des choses pour le progrès social et pour un changement de société. Seule la lutte paie.



RASSEMBLEMENTS ET MANIFESTATIONS **JEUDI 17 SEPTEMBRE 2020**

BOURGES

10h00 – Place Séraucourt

VIERZON

10h30 – Sous-Préfecture

ST-AMAND

10h30 – Place de la République

ST-FLORENT

10h30 – Place de la République

LA GUERCHE

10h30 – Place du Général de Gaulle

SÉGUR, LE CASSE SOCIAL DU SIÈCLE !

L'occasion fait le larron. Cette expression bien connue peut résumer à elle seule le coup de poker génial (pas pour nous) qu'a opéré le gouvernement de "Jupiter". Un véritable crime opportuniste. La fenêtre, ou mieux la porte, est ouverte, on se faufile à l'intérieur et là sans faire ni efforts ni recherches, les valeurs sont exposées sur la table, on se sert et on s'en va comme on est venu, à pas feutrés sans bruits, sans déranger quiconque. Le forfait commis, on part sans être ni vu ni reconnu, le butin en poche prêt à être converti en ce que l'on veut. Voilà ce qu'est le « Ségur ».

Ségur, le miroir aux alouettes.

Sous prétexte de primes, sous couvert de reconnaissance des agents de la santé, le Ségur est né ! Une fois la porte de la « maison santé » ouverte, Jupiter y fait entrer tout ce qu'il veut ! Pour mémoire, dans la mythologie antique, les dieux, comme Jupiter, avaient la fâcheuse habitude de prendre l'apparence du mari pour ... « s'occuper » de la femme. Ici, le gouvernement voulu par Mr Macron et le capital prend l'apparence du progrès pour ... « s'occuper » des personnels de la santé. Sous prétexte de rendre « attractive » la Fonction Publique Hospitalière, ils y introduisent « les bases d'une véritable politique de gestion des carrières et des compétences ». Bienvenue au lean management et à la Gestion Prévisionnelle des Emplois et Compétences (GPEC).

Autre « cheval de Troie », posé à l'entrée de la maison santé, la promesse de plus de « souplesse aux professionnels et aux organisations ». L'application de ces modifications incombera aux établissements, qui « auront des moyens et des leviers » pour adapter leur organisation. Y sont cités les effectifs, les accords locaux opposables, la valorisation de l'engagement collectif, la contractualisation et la négociation du temps de travail. A partir de là un décryptage s'impose.

La flexibilité entre à l'hôpital !

« Plus de souplesse », le vieux refrain continu. Dès qu'il y a une loi, un statut, un règlement ou quoi que ce soit nos dirigeants et le Capital trouvent ces dispositifs rigides, quand ils ne disent pas inadaptés ou obsolètes. Le problème de fond sur ces questions : ces dispositifs garantissent, bon an mal an, une protection pour les agents et aussi pour les usagers, par effet miroir. En effet, un personnel qui travaille sereinement s'appliquera mieux à sa tâche qu'une personne rongée par le stress, la fatigue et soumise aux diktats de sa direction.

Il faut être plus souple nous dit le Capital ! Souplesse partout, humanisme nulle part ! Souplesse sur les horaires, combien d'heures de travail par jour ? Souplesse sur le temps de travail, 35, 45 heures par semaine ? Souplesse sur les conditions de travail, le matériel, les temps de repos, la restauration, les équipements de protection individuels ? Souplesse sur les congés, respect des 5 semaines de Congés Annuels et des jours de repos ? Pas sûr. Souplesse sur la paye, quelle garantie du niveau des salaires en cas de difficultés budgétaires de l'hôpital ? Souplesse sur la garantie de l'emploi !

Pour ce qui suit, concernant l'adaptation de ces mesures dans chaque établissement, cela générera un tsunami social, car on parle en fait ici de l'autonomie des établissements.

L'autonomie des établissements : rentabiliser le patient !

Comme aux Etats-Unis d'Amérique, l'autonomie des établissements en termes de gestion des personnels et la contractualisation de ceux-ci engendreront de la précarité pour les personnels. Ainsi en cas de baisse d'activité dans un service, il sera proposé aux agents concernés d'être mutés ou licenciés. Aux Etats-Unis d'Amérique, pendant que les services covid sont surchargés, les services ayant moins d'activité licencient.

En termes budgétaire, l'autonomie des établissements accentuera la logique comptable mortifère déjà en place. Voilà plus de dix ans, je lisais dans un hebdomadaire qu'un hôpital lavait le linge des patients sans lessive, car le budget alloué était épuisé. Là, ce sera quoi ? Pour le personnel : renoncement aux congés annuels, allongement du temps de travail sans hausse du salaire, lavage des tenues de travail chez soi, baisse des dotations en matériel, licenciements collectifs, fermetures de services ? Soyons fous, imaginons l'impossible, le pire de la honte et de l'humiliation réunis : vente de crêpes et de tickets de tombola pour financer l'hôpital. Appel au bénévolat des associations caritatives financées aléatoirement par des dons. Sollicitation des familles des patients pour fournir nourriture, draps, papier hygiénique, savon, produits d'entretien et faire le ménage dans la chambre de leur parent hospitalisé, et même envisager la mendicité au sortir des supermarchés et le lavage des pare-brise au pied des feux tricolores des carrefours comme moyen de financement !

Sur ce, je rappelle que la connerie et le vice sont

deux domaines permettant de mesurer la grandeur de l'infini.

La fin du statut de la Fonction Publique Hospitalière !

Avec la possibilité qu'ont les établissements de santé de faire signer des « accords locaux opposables », il sera possible de surseoir au Statut de la Fonction Publique Hospitalière. Aucun domaine n'y échappera : le régime indemnitaire, le temps de travail, la durée de travail, les temps de repos, l'organisation des plannings, les avancements, ... Avec ça, la contractualisation finira d'achever la garantie de l'emploi.

Ce qui guette les agents hospitaliers, c'est la dégringolade sociale, car ces accords locaux opposables et l'autonomie des établissements ne permettront pas la mise en place d'une convention collective, qui n'aurait de toute façon pas de poids après l'inversion de la hiérarchie des normes (l'accord local d'entreprise prime désormais sur la convention ou la loi). Que restera-t-il donc du droit des travailleurs hospitaliers ?

Les instances (Comité Technique d'Etablissement CTE, Commission Administrative Paritaire CAP, Comité d'Hygiène de Santé et des Conditions de Travail CHS-CT, ...) seront fusionnées avec un minimum de représentants, sans moyens réels d'actions et de décisions. Tout un monde va s'effondrer ! Ce sera la porte ouverte aux directeurs (trices) autoritaires et aux Directeurs des Ressources Humaines (DRH) assassins, qui se conduisent déjà comme des petits butors.

La mort de la CGT

Avec la fin du Statut de la Fonction Publique Hospitalière, nombre de nos camarades vont perdre des droits syndicaux : combien de permanences juridiques ne seront plus tenues, combien d'Unions Locales ou Départementales vont fermer ?

Ajouter à cela que les jours des deux autres statuts de la Fonction Publique (d'Etat et Territoriale) sont comptés !

Dans cette perspective, ce sont des territoires entiers et des professions entières qui seront privés de l'indispensable présence des syndicats ! Comme en Allemagne, des zones de non-droit social vont pulluler pour le bonheur du Capital. A côté de cela subsisteront, misérablement, des îlots de présence syndicale affaiblis, amoindris et inefficaces. La présence de syndicats sera tellement inutile que même les réformistes, complices du Capital, seront jetés aux oubliettes. Pour mémoire, les méthodes du Capital sont les mêmes que les méthodes criminelles des mafias : quand ils n'ont plus besoin d'un complice, ils s'en débarrassent. Ceux et celles qui se croient à l'abri dans leur petit « cocon social démocrate » vont choir de leur perchoir, et même être virés les premiers car ils ne bénéficieront ni du soutien de leurs collègues (qu'ils ont trahis), ni des structures syndicales (qu'ils ont détruites).

... pour une nouvelle CGT !

Rien n'étant acquis, ni pour le camp du travail, ni pour le camp du capital, il nous faudra nous réinventer. Il nous faudra des militantes (ts) qui rédigent, qui repensent leur entreprise et la société en général, qui amènent du fond dans la réflexion comme dans l'action. Des militants (tes) libres et indépendants des compromissions des partis politiques, des institutions ou des courants religieux. Des militantes (ts) qui pensent la civilisation dans toute sa largeur et pas seulement en termes de castes ou de catégories socioprofessionnelles. Dans ce « nouveau monde », qui sera un retour à la fin du 18^{ème} et au début du 19^{ème} siècle, il sera vital d'être audacieux, innovants, combattifs.

Camarades, levons nous et agissons pour que Liberté et Egalité soient les deux jambes qui nous mènent à la reconquête de nos conquies sociaux !

ATTENTION

REPORT DU TIRAGE de la SOUSCRIPTION de l'UD-CGT du CHER

Le tirage aura lieu le
LUNDI 16 NOVEMBRE 2020

Rapporter à l'UD les talons avec le règlement avant le 13 Novembre 2020 dernier délai

INDUSTRIE

LA MEILLEURE FAÇON DE MARCHER

Dans la logique de gestion capitaliste le seul et unique but étant l'enrichissement d'une minorité oisive, à tout prix, toutes les méthodes et les moyens sont bons pour satisfaire cette quête d'enrichissement perpétuelle. Comme mentir, tromper, rouler, etc ...

Tout est bon pour le pognon !

Depuis des mois les annonces d'irrigation d'argent public à destination du secteur industriel pleuvent sans discontinuer. En parallèle, des plans de destruction d'emplois sont annoncés quasi quotidiennement.

Alors pourquoi, nous salariés, financerait-on nos licenciements via nos impôts ?

Parce que le capitalisme, qui est perpétuellement en crise, utilise tous les stratagèmes pour aboutir à son unique objectif et tous les moyens sont bons. Chantage, menace, pression (lobbying en anglais), déstabilisation de la sphère publique par la mise en place de personnalités politiques dociles, violation régulière des droits humains et de tout ce qui pourrait « entraver » l'exécution de son plan machiavélique. Ces criminels ne reculent donc devant rien !

Dans l'aéronautique, comme chez Airbus, des milliers de salariés (5.000) seront exécutés sur l'autel des profits avant tout. Suite à cela les serviteurs du capital, le gouvernement, arrosent la filière aéronautique de milliards de nos euros. Face à cela, le gouvernement annonce avoir mis en place une « cible » pour qu'il n'y ait pas de départs contraints ! « Je me marre » comme aurait dit Coluche. C'est comme faire promettre à un tueur en série qu'il ne tuera que des victimes consentantes ! Franchement, qui souhaiterait être viré, jeté, éjecté de son emploi pour finir au ban de la société, sur le carreau ? Personne !

Les promesses n'engagent que ceux qui les croient !

A tous niveaux, les promesses pleuvent comme averses. La main sur le cœur, nos grands dirigeants flamboyants et surdiplômés geignent en chœur que c'est la faute à la crise, qu'ils n'y peuvent rien. Ce sont pourtant ces mêmes personnes qui ont vidé les caisses de leurs entreprises et saigné leurs sous-traitants depuis des décennies. Désormais ils promettent au marabout de mettre tabou les dividendes impies. Promesses, promesses !! Alléluia !!! Et

l'archange Bruno Lemaire de sortir la corne d'abondance du déversement d'argent public, sans condition, bien sûr, pour ne pas entraver la sacro-sainte concurrence libre et non faussée.

Mais redescendons sur terre, cette crise n'est qu'un prétexte, le taux horaire de création de richesses n'a jamais été aussi élevé. Le problème vient clairement de l'accaparement des richesses par le capital.

Le problème est toujours le même : une crise de l'accumulation du capital dans les mains d'une minorité oisive.

Vers une nouvelle recomposition du travail.

Depuis le 18^{ème} siècle, la composition du Travail, son organisation, n'ont eu de cesse de changer ⁽¹⁾. Voilà plusieurs décennies que les logiques de sous-traitance et d'externalisation, au nom du recentrage « nécessaire » sur le cœur de métier, sévissent aux côtés des grands plans de licenciements dans le secteur industriel.

Nous assistons désormais à une nouvelle phase de réorganisation du Travail. En effet, les destructions d'emploi actuelles ne répondent pas à un problème si profond que cela : par exemple Airbus n'a perdu qu'un an de commandes sur un carnet de dix ans. Il ne s'agit que d'une baisse temporaire de l'activité, dans un avenir très proche les avions voleront de nouveau, les voitures rouleront encore et les bâtiments se construiront toujours. C'est le cadre dans lequel s'effectuera le travail qui changera !

Quand l'activité reprendra il faudra bien de la main d'œuvre pour répondre aux besoins de production ; ouvrière, ingénieur, technicienne, etc. La différence est que le personnel réembauché (les entreprises reprendront les salariés qu'ils ont virés, car déjà rompu aux métiers exercés) aura perdu leur ancienneté et la valeur de leur contrat de travail ne sera pas identique à l'ancien. Une autre option sera même possible, au lieu d'être engagé directement par l'entreprise, le « nouveau salarié » se verra engagé par un accord commercial dans le cadre de l'auto-entreprenariat. Troisième alternative, sous prétexte de lutte contre le chômage les Régions vont financer des projets de Très Petites Industries (TPI), ou de Petites et Moyennes Industries (PMI). Ces dernières seront en fait la recréation de tout ou partie d'industries partiellement ou totalement mises en difficulté par le Capital.

Cette dernière option est très largement promotionnée par Mr Nicolas Gascoin, directeur de l'Institut National des Sciences Appliquées INSA de Bourges, qui comme nombre de ses comparses prône la précarité pour les autres, mais pas pour lui.

Derrière tout cela se cache le mobile du crime social.

Ce qui fait la force du mouvement social c'est sa masse. Or dans un paysage encore plus divisé, morcelé, entre les auto-entrepreneurs, les salariés des TPI, ceux des PMI tous sous traitants de firmes multinationales d'envergure, comment avoir cette masse ? Là le vieil adage « diviser pour mieux régner » prend tout son sens ! Par ce biais-là la lutte des classes s'en trouve modifiée passant de Prolétariat contre Capital, à Prolétariat contre petit Prolétariat contre Prolétariat d'autos entrepreneurs. Comme du temps de l'antiquité romaine, les maîtres regarderont les esclaves s'étriper dans l'arène pour leur unique plaisir.

Nous assistons donc à un dépeçage social, donnant lieu à un retour au post-servage. Période durant laquelle les prolétaires n'étaient plus serfs (du latin servus : esclave), mais n'étaient pas encore salariés avec des droits.

Ce mode de vie nous conduit à vivre plus mal que des animaux domestiques, qui eux sont logés, nourris, soignés. Nous devons nous débrouiller avec le

maigre pécule que le Capital se croira obligé de nous céder. Ce qui constitue déjà le quotidien des intérimaires, intermittents du spectacle et autres victimes des CDD à vie. Une vie à errer entre boulots horribles, mal payés et chômage avec des aides sociales minables.

Se battre ou survivre misérablement ?

La question est toujours la même ! Dans cette situation la seule attitude à avoir est celle de la lutte, car à force de courber l'échine nous finirons par ramper !

Si la lutte perpétuelle est épuisante et ne donne pas de perspectives immédiatement visibles, elle n'en est pas moins vitale. Pour mémoire, le camp du Capital ne se repose jamais et lutte toujours. Les (maigres) conquis sociaux subsistant dans quelques professions sont le résultat des luttes des générations issues de la Résistance et des années trente.

Les « trente glorieuses » sont le résultat des luttes durant la Résistance, qui avait aussi pour but de libérer le peuple de France de la férule du Capital, mais aussi de celles de 1935-1936, de la Commune de Paris (1871) et même de 1848. Il n'y a donc pas d'alternative ! Lutter ou souffrir !!

⁽¹⁾ se référer à la série de documentaires « Le Temps des Ouvriers », diffusé sur Arte et disponible en DVD.



FORMATION SYNDICALE UD-CGT 18

RAPPEL DES FORMATIONS

Désignation	Dates	Animateurs	Thèmes abordés	A qui s'adresse-t-il
Niveau 2 - 1^{ère} partie	16 au 20 Novembre	Nicolas LEPAIN	1 ^{ère} partie ; la transformation du travail, le système capitaliste, construire le rapport de forces.	Tous les militants(es) qui ont suivi le Niveau 1.
Niveau 2 - 2^{ème} partie	21 au 25 Septembre 12 au 16 Octobre	Yann JOURNE	2 ^{ème} partie ; mondialisation, Europe, emploi industriel, services, services publics.	Tous les militants(es) ayant suivi le N 2, 1 ^{ère} partie.
CoGiTiel	1er & 2 Octobre	Jean-Pierre BOURET	Formation à la gestion du fichier syndical à partir de l'outil informatique CGT : CoGiTiel	Les trésoriers et secrétaires à l'orga. et à la vie syndicale des syndicats et des UL.
CHS CT Tronc commun	16 au 20 Novembre	Marie-Josée NIZON	Santé au travail. Rôle et mission du CHS CT et CSSCT. Analyse d'un accident du travail. La réglementation.	Les élus CHS-CT et Membres de CSSCT
Stage CSE prise de mandat	23 au 27 Novembre	Marie-Josée NIZON	Le CSE	Aux DS, candidats ou futurs candidats

Déposez vos congés éducation auprès de votre employeur
1 MOIS avant le stage et inscrivez-vous à l'UD